

Avis adopté

Séance plénière du 11 juin 2025

L'évaluation des politiques publiques environnementales :
un pilier démocratique à consolider

Déclaration du groupe des Associations et du groupe des Organisations Étudiantes et Mouvements de Jeunesse

Il est parfois difficile de savoir si c'est la Terre qui ne tourne pas rond ou si c'est l'être humain qui marche sur la tête. Alors que l'urgence écologique gronde, les politiques publiques environnementales reculent partout dans le monde, y compris en Europe et en France où l'espace politico-médiatique est marquée par une inquiétante remise en cause des mesures en faveur de l'environnement.

Dans ce contexte, cet avis permet d'interroger ce qui fonde les bonnes politiques environnementales et assure aux citoyens et citoyennes qu'elles s'inscrivent dans la durée et ne soient pas sacrifiées sur l'autel budgétaire dans les prochaines années.

L'évaluation en est un pan. En s'inscrivant dans un processus d'amélioration continue des politiques publiques, elle s'assure de sa faisabilité et de son utilité et devient un véritable outil de pilotage des politiques publiques environnementales, comme le souligne la préconisation 6 : "l'évaluation permet de valoriser ce qui est réussi et de corriger ce qui doit l'être".

De la même manière, le groupe des Organisations Étudiantes et Mouvements de Jeunesse et le groupe des Associations souscrivent à la préconisation 11 qui recommande d'assurer systématiquement, de façon structurée et publique le suivi des enseignements tirés des évaluations et des réponses apportées aux recommandations. La transparence et la redevabilité démocratique constituent deux impératifs qui participent aussi de l'efficacité des politiques publiques environnementales. Nos groupes insistent alors sur la nécessité de réfléchir et d'articuler les modalités de l'évaluation dès l'élaboration de ladite politique. Cette réflexion doit nécessairement permettre la participation de tous les citoyens et les citoyennes. Cette participation est essentielle car elle constitue un facteur d'acceptabilité des mesures prises et permet une véritable prise en compte de leurs besoins. Comme le rappelait l'avis « *Pour une politique publique nationale de santé-environnement au cœur des territoires* », voté en mai 2022 par le CESE, les politiques pensées sans les personnes les plus concernées aggravent les inégalités environnementales et sociales. Ainsi, il est regrettable que l'avis entretienne une ambiguïté en suggérant de laisser le choix final au décideur politique.

Ensuite, pour garantir l'efficacité de ces politiques, celles-ci doivent se doter d'une approche territorialisée pour véritablement prendre en compte les spécificités locales, notamment les limites et caractéristiques écologiques du territoire et ainsi, favoriser des politiques plus ascendantes. Cet avis montre l'exemple en associant plusieurs CESER et des CODEV à son élaboration.

Face aux reculs récents des politiques de protection de l'environnement et de lutte contre le dérèglement climatique, cet avis amène aussi à interroger le coût de l'inaction. L'évaluation des politiques publiques est une chose mais le refus d'engager des politiques exigeantes en matière d'écologie a un coût économique, social et environnemental important qu'il faudrait aussi évaluer. C'est tout le sens de la préconisation 12 qui rappelle l'urgence de compléter et de renforcer un référentiel partagé sur le coût de l'inaction en matière environnementale.

Néanmoins, le groupe des Organisations Etudiantes et des Mouvements de jeunesse et le groupe des Associations regrettent que le processus d'évaluation dépeint dans cet avis se limite à une vision relativement néolibérale des politiques publiques, alors envisagée sous le seul prisme de leur performance.

L'évaluation recèle de nombreuses questions qui ne peuvent être répondues qu'avec des chiffres et des tableaux Excel. Il aurait fallu s'interroger sur la construction des indicateurs censés mesurer l'utilité des politiques publiques environnementales et sur l'identité des personnes qui choisissent ces indicateurs. Essayer de faire rentrer une série de phénomènes sociaux et environnementaux dans les cases des indicateurs, revient à alimenter le paradigme néolibéral, pour ne pas dire le mythe, selon lequel tout serait quantifiable, comme si les politiques publiques pouvaient se résumer à un bilan comptable.

Si l'évaluation reste maîtresse et se limite à des indicateurs, il est alors crucial de développer notre connaissance des états initiaux des écosystèmes et sur leur équilibre à respecter. Cette connaissance naturaliste des limites écologiques est nécessaire pour estimer la soutenabilité des projets sur les territoires. Néanmoins, celle-ci doit être renforcée, se limitant pour le moment aux données fournies par le secteur associatif.

De plus, mesurer les conflits suscités par les projets mis en œuvre et tenir compte des débats sur leur utilité apparaît également comme un autre indicateur essentiel. Un outil évaluatif ne peut être démocratique s'il n'intervient qu'en aval d'un projet à l'origine très contesté. Le projet d'autoroute A69 est un exemple flagrant. Alors que la construction ne peut plus être débâtonnée et que la contestation citoyenne a été en permanence déconsidérée, ce projet est symptomatique d'une démocratie environnementale qui se contente de recueillir l'avis des citoyens et citoyennes sans en tenir compte. L'association de toutes les parties prenantes dès la construction des projets politiques est impérative. Cet avis le rappelle et celui en cours d'élaboration sur la participation des publics va poursuivre cette réflexion.

Enfin, l'avis précise qu'il ne s'intéresse qu'aux politiques à objectif purement environnemental. Or, la plupart des politiques publiques intègrent des aspects environnementaux et nécessiteraient donc une évaluation. Afin d'être à la hauteur des enjeux de la transition écologique, il est fondamental de faire évoluer cette approche en silos pour développer une approche systémique des enjeux environnementaux dans l'ensemble des politiques publiques.

Le groupe des Associations et celui des Organisations Étudiantes et Mouvements de Jeunesse, qui ont voté l'avis, félicitent l'ensemble de la commission Environnement pour l'intelligence de ses débats et la pertinence de ses travaux.